

Document de travail¹

Thème 3 : Une bonne gouvernance des migrations pour un développement durable

Session de Table ronde 3.2 :

Au-delà des envois de fonds : exploiter l'impact sur le développement et promouvoir l'engagement transnational des diasporas et des migrants

Introduction

Le présent document analyse l'ampleur de la contribution des migrants dans leur pays d'origine. Il vise à offrir des indications sur la façon dont l'engagement transnational des migrants peut être soutenu et exploité afin d'optimiser efficacement leur vaste potentiel pour le développement des économies locale et nationale. En outre, ce document recense un certain nombre de questions controversées liées à leur engagement et, partant, met en évidence des stratégies réalisables qui permettraient de l'aligner sur les défis du développement.

Il existe une prise de conscience mondiale croissante de l'importante contribution économique et sociale des travailleurs migrants et des diasporas au développement, qui trouve également son reflet dans les récents programmes et documents-cadres mondiaux. Le Programme de développement durable à l'horizon 2030 met en évidence l'importance des contributions des migrants à la croissance inclusive et au développement durable dans les pays d'origine, de transit et de destination. Le G20, notamment à travers le Partenariat mondial pour l'inclusion financière (GPFI), met continuellement l'accent sur les effets des envois de fonds pour le développement et sur le suivi de la mise en œuvre des « plans nationaux d'envoi de fonds » de ses États membres. Le Programme d'action d'Addis Abeba (AAAA), adopté lors de la conférence sur le Financement du développement en 2015, reconnaît la contribution des migrants au développement. Le projet actuel de Pacte mondial pour des migrations sûres, ordonnées et régulières s'engage, dans le cadre de l'objectif 19, à donner à tous les migrants et aux diasporas les moyens de renforcer leur contribution au développement ainsi qu'à tirer parti des avantages que présentent les migrations pour le développement durable, tandis que son objectif 20 vise à rendre les envois de fonds plus rapides, plus sûrs et moins coûteux et à favoriser l'inclusion financière des migrants².

¹ Ce document a été élaboré par le Fonds international de développement agricole (FIDA), sous la direction des coprésidents de la TR 3.2, le Mexique et le Sri Lanka, et sur la base des contributions d'autres membres de l'équipe de la TR durant les consultations portant sur la table ronde et entre celles-ci. En dépit de tous les efforts déployés pour s'assurer que les informations communiquées sont exactes, les auteurs n'assument aucune responsabilité et ne garantissent pas la validité, l'exactitude et l'exhaustivité des informations figurant dans ce document, qui vise uniquement à éclairer et stimuler les débats de la session de Table ronde 3.2 pendant la réunion au sommet du FMMD en décembre 2018. Ce document n'est pas exhaustif dans son traitement du thème de la session 3.2 et ne reflète pas nécessairement les points de vue des auteurs, des organisateurs du FMMD ou des gouvernements ou des organisations internationales impliqués dans le processus du FMMD.

² Objectif 19 et 20 du Pacte mondial pour des migrations sûres, ordonnées et régulières Projet final (13 juillet 2018)

Afin de déterminer comment la contribution des migrants à leur pays d'origine peut être soutenue et mise à profit et afin d'optimiser efficacement leur vaste potentiel pour le développement des économies locale et nationale, il est important de considérer que l'engagement transnational des migrants va au-delà des envois de fonds, et comprend, entre autres, le commerce, les investissements, la philanthropie et le transfert de compétences. Cependant, pour tirer pleinement parti de cet engagement et l'aligner sur les défis du développement, une meilleure compréhension de sa portée, de sa profondeur et de son importance est nécessaire. Cet alignement offrira une base de référence pour les domaines d'intervention et de coopération mutuelle.

Les envois de fonds sont les actes les plus visibles de la contribution des migrants au développement de leur pays d'origine. Ces flux financiers privés de personne à personne, destinés aux familles de retour au pays, apportent de nombreux avantages qui leur sont propres. Les exploiter davantage, grâce à l'accès aux services financiers, à l'éducation et à l'investissement, renforcerait le développement économique, ce qui profiterait à des communautés entières.

Si les envois de fonds sont un aspect crucial de la contribution financière des travailleurs migrants à leur pays d'origine, il existe aussi des forces tout aussi puissantes à l'œuvre, telles que la demande de biens du pays d'origine ou les investissements des migrants dans le pays. Les migrants font également des dons pour des causes caritatives ; ils investissent, individuellement et collectivement, dans les micro, petites et moyennes entreprises (MPME) de leur pays d'origine et de leur pays de destination, créent des actifs et des relations commerciales internationales.

Tout en vivant à l'étranger, les travailleurs migrants participent à de nombreuses activités économiques transnationales avec leur pays d'origine, ce qui jette les fondements de liens profonds et d'un impact sur leur société d'origine. Ces liens et ces impacts créent un espace d'intervention dans le développement économique, en particulier lorsque les politiques gouvernementales ou la communauté des donateurs soutiennent et intègrent leur engagement.

En outre, en période de crise, les envois de fonds et les investissements des migrants ont tendance à augmenter, même s'il leur est souvent plus difficile de s'engager efficacement.

Il existe au moins six formes d'engagement par lesquelles les migrants contribuent directement au développement de leur pays d'origine (voir le tableau 1), et une série d'institutions intermédiaires qui facilitent ces liens.

Selon la région, entre 60 et 95 % des migrants envoient de l'argent à la maison, dans les pays en développement,³ ce qui représente un flux annuel de plus de USD 450 milliards, selon la dernière estimation de la Banque mondiale.⁴ Un certain nombre d'études récentes menées aux États-Unis montrent que 90 % des migrants consomment des biens provenant de leur pays d'origine.⁵ Environ 10 % d'entre eux investissent également dans leur pays d'origine (soit dans des entreprises commerciales, soit en tant qu'entrepreneurs directs) et une part similaire participe à des activités philanthropiques qui impliquent des dons.⁶

Au fil du temps, ces activités ont influencé l'économie de nombreux pays en développement grâce à leur impact positif sur le développement. On estime qu'une augmentation de 10 % des envois de fonds

³ “Travailleurs migrants et envois de fonds : vers la réalisation des objectifs de développement durable, une famille à la fois” FIDA, 2017, et Orozco Manuel, “Migrant Remittances and Development in the Global Economy” (Envois de fonds des migrants et développement dans l'économie mondiale) Boulder : Lynne Rienner, 2013.

⁴ Note d'information “Migration and Development Brief 28”, Banque mondiale 2017

⁵ Le montant annuel dépensé par un migrant aux États-Unis s'élève à USD 1 200. “The Demand for and Supply of Nostalgic Products among the Albanian-Americans: A Survey on Nostalgic trade” (« La demande et la fourniture de produits nostalgiques parmi les Américains-Albanais : enquête sur le commerce nostalgique », Université de Harvard, CID, 2015 ; “Diaspora Investment and the Nostalgia Trade in Central America” (Investissement de la diaspora et le commerce nostalgique en Amérique centrale), dans “*Confronting the Challenges of Migration and Development in Central America*” (Faire face aux défis de la migration et du développement en Amérique centrale), 2016, Washington, D.C., IAD.

⁶ “Handbook to develop projects on remittances” (Manuel pour l'élaboration de projets d'envois de fonds), OIM, FIIAPP, 2014.

pourrait contribuer à une réduction de 3,5 % de la part des personnes vivant dans la pauvreté.⁷ L'impact sur le développement, cependant, demeure pour l'essentiel non mesuré.

Le tableau 1 présente ces activités et leurs relations correspondant aux domaines d'engagement. Généralement, les deux activités les plus importantes dans lesquelles les migrants s'engagent sont l'envoi d'argent à leur famille et la consommation de produits de leur pays d'origine (promotion du commerce nostalgique international).

L'existence d'une importante population de diaspora dans un pays présente souvent une corrélation avec un volume croissant d'échanges commerciaux entre le pays d'accueil et le pays d'origine des migrants. Le commerce nostalgique fait également référence au commerce de services touristiques, lorsque les migrants se rendent en visite chez eux.⁸ Le tourisme de la diaspora peut comprendre le tourisme médical, le tourisme lié aux affaires, le tourisme patrimonial, le tourisme éducatif et d'autres formes de tourisme.⁹ Certains services touristiques peuvent être recherchés dans le cadre d'une politique publique visant à renforcer les liens des migrants avec leur pays d'origine. Le tourisme des migrants tend en particulier à être davantage axé sur les produits et services locaux, tels que l'hébergement et les restaurants locaux.

Tableau 1 : Formes d'engagement des migrants dans les activités économiques transnationales avec leur pays d'origine

Activité économique	Migrants impliqués (%)	Montant indicatif concerné (USD)	Activité associée à/au :		
			Pays hôte	Intermédiation	Pays d'origine
Envois de fonds	60 %-80 %	USD 450 milliards	Décision d'envoyer une part du revenu des travailleurs migrants	Travail des prestataires de services d'envois de fonds	Effet positif des envois de fonds sur le budget du ménage au sein de la famille
Commerce nostalgique	80 %-90 %	USD 200 milliards > USD 300 milliards	Consommation de biens du pays d'origine, notamment dans le domaine de l'alimentation, et prestation de services touristiques	Chaîne d'approvisionnement de biens et de services	Chaîne de production des biens du pays d'origine et prestation de services touristiques
Philanthropie	10 %-20 %	USD 3 milliards > USD 5 milliards	Collecte de fonds et dons pour des causes caritatives	Méthode de don	Fonds reçus et projets mis en œuvre, y compris dans des situations de crise

⁷ Access to Financial Services as a Driver for the post-2015 Development Agenda (L'accès aux services financiers comme moteur du programme de développement pour l'après-2015), *Note d'orientation*, No.35, CNUCED, Septembre 2015.

⁸ « Trade, Migration and Development, Handbook for Improving the Production and Use of Migration Data for Development » (Commerce, migration et développement, Manuel pour améliorer la production et l'utilisation des données migratoires aux fins du développement), Groupe mondial sur la migration (GMG), CNUCED, 2017.

⁹ « Heritage Tourism and Nostalgia Trade: A Diaspora Niche in the Development Landscape » (Tourisme patrimonial et commerce nostalgique: une niche de la diaspora dans le paysage du développement), Migration Policy Institute, 2010.

Entrepreneur- iat	5 %-10 %	Pas de données disponibles	Décision de créer ou maintenir une entreprise appartenant à des migrants	Environnement propice à la création d'une entreprise	Création d'une micro ou petite entreprise, soit par le migrant, soit par un membre de la famille
Investisse- ment	5 %-10 %	USD 50 milliards > USD 100 milliards	Utilisation de l'épargne pour un investissement particulier ou pour une entreprise commerciale	Environnement propice à l'investissement	Identification d'une opportunité d'investissement productif (notamment dans l'immobilier et sur les marchés des capitaux)
Acquisition de compétences et transfert des connaissances	5 %-10 %	Pas de données disponibles	Partage de l'information et des compétences acquises en tant qu'outils de développement	Renforcement des compétences des institutions ou partage des connaissances	Méthodes de partage de l'information, des connaissances et des compétences qui favorisent le développement local et national

** À l'exception des envois de fonds, il n'existe pas de véritables données agrégées disponibles sur les activités économiques des migrants dans les pays d'origine. Les chiffres ci-dessus sont donnés à titre indicatif et reposent sur des calculs provisoires tirés de diverses études, recherches et études de cas.*

Les femmes jouent souvent un rôle prédominant dans les activités économiques transnationales, puisque, à titre indicatif, la moitié de la communauté migrante est constituée de femmes. Dans le même temps, les femmes représentent plus des deux tiers du principal groupe de bénéficiaires des envois de fonds dans le monde et la moitié des émetteurs de fonds. En outre, les femmes ont tendance à envoyer plus de fonds que les hommes.¹⁰

L'acquisition de compétences et le transfert des connaissances représentent un aspect particulièrement important dans le cycle de la migration, notamment pour les migrations temporaires. Pendant leur séjour à l'étranger, les migrants s'engagent dans de nouvelles activités professionnelles et développent souvent des idées novatrices pour des investissements potentiels ou la création de nouvelles entreprises dans leur pays d'origine. Cela est devenu de plus en plus évident ces dernières années, lorsque les nouvelles technologies de communication ont rapproché les migrants de leur famille et de leur communauté dans leur pays d'origine, leur permettant souvent d'unir leurs forces pour saisir de nouvelles opportunités d'investissement, soit dans leur pays d'origine, soit dans des activités commerciales transnationales, et de créer finalement les conditions de leur retour éventuel.

Il existe également d'autres formes de contribution non économiques, notamment les voix que les communautés de diaspora font entendre et le renforcement de leur visibilité pour accroître leur influence dans le débat politique tant dans les pays d'origine que de destination. À cet égard, un nombre croissant de pays à travers le monde dispose désormais de ministères dédiés à la diaspora, aux

¹⁰ Migration, Remittances and Financial Inclusion: Challenges and Opportunities for Women's Economic Empowerment (Migration, envois de fonds et inclusion financière: défis et opportunités pour l'autonomisation économique des femmes), GMG 2017.

expatriés ou aux citoyens étrangers, créés dans le but d'interagir avec les migrants du pays afin d'encourager leur contribution au développement de leurs pays respectifs, et profitent de leur réseau consulaire pour promouvoir l'identité nationale de leurs citoyens à l'étranger.

Questions essentielles : aspects les plus importants du débat politique

Les migrants et les communautés de la diaspora, même provenant d'un même pays, sont très différents en termes de niveau de compétences, d'éducation, de revenus, de réseaux et de liens avec le pays d'origine et le pays de destination et en termes de raisons motivant la migration. Ils ont des attentes et des contributions potentielles différentes. Par conséquent, différentes approches sont nécessaires pour réussir à travailler avec les groupes de la diaspora. Ce qui est commun chez eux, c'est leur désir d'aider leurs familles et/ou leurs communautés.

Dans ce contexte, il y a au moins deux aspects à prendre en considération qui peuvent façonner les moyens de tirer parti de l'engagement économique et social transnational de la diaspora, et ils concernent principalement la recherche et l'impact.

a. Améliorer la connaissance, la prise de conscience et la clarté de la portée et de la profondeur de l'engagement économique des migrants avec leur pays d'origine.

Le discours et la rhétorique sur l'engagement transnational et les moyens d'en tirer parti doivent être plus clairs, plus évidents et plus visibles. Généralement, le débat s'est largement limité à l'impact des envois de fonds sur le développement.

Il est donc essentiel de mieux comprendre tous les différents types de migrants et l'économie de leur pays d'origine. Les six formes d'engagement indiquées dans le tableau 1 font partie d'un cadre d'interaction plus large qui les dépasse largement. Cependant, ces formes peuvent servir de point de départ pour mieux mesurer l'impact des migrants sur le développement au niveau national.

Toutes ces formes d'engagement influencent directement ou indirectement les ODD. Les envois de fonds réduisent la pauvreté au niveau des ménages (ODD 1), accroissent la sécurité alimentaire (ODD 2), améliorent les conditions de santé (ODD 3) et favorisent une meilleure éducation (ODD 4). Le commerce nostalgique et l'investissement de la diaspora favorisent la croissance économique (ODD 8) et les partenariats (ODD 17), de nombreuses activités philanthropiques contribuent à l'égalité des sexes (ODD 5), améliorent l'accès à l'eau propre et l'assainissement (ODD 6), entre autres, et toutes ces activités contribuent directement à réduire les inégalités (ODD 10).

Afin de mieux comprendre l'impact de la contribution des migrants au développement de leur pays d'origine - et plus largement aux ODD - il serait essentiel de promouvoir un programme de recherche visant à fournir des données de meilleure qualité et plus cohérentes sur la portée et la profondeur des activités sous toutes leurs formes.

La portée fait référence à l'ampleur d'une activité donnée, telle que mesurée par l'unité d'analyse utilisée. La profondeur de l'activité fait référence à la façon dont l'unité d'analyse a un effet démontrable ou amplificateur sur d'autres facteurs économiques. Par exemple, l'augmentation du revenu disponible crée plus d'épargne qui, si elle est intégrée dans le système financier de manière formelle, a un effet sur l'augmentation du crédit dans l'économie locale. De même, l'importation de biens nostalgiques soutient les chaînes de valeur de la production et de la distribution, ce qui entraîne la création d'emplois dans les activités agricoles et non agricoles, comme la commercialisation d'outils technologiques (p. ex. le commerce électronique).

Tableau 2 : Unités d'analyse pour la portée, la profondeur et l'impact de l'engagement économique transnational

Activité économique	Unités d'analyse
Envois de fonds	Transferts des migrants individuels ; proportion par rapport au revenu disponible pour les familles bénéficiaires
Commerce nostalgique	Produits et services en pourcentage du total des exportations (biens et services)
Philanthropie	La philanthropie de la diaspora, en tant que part de toutes les formes de mécénat international privé ; type d'initiative (éducation, santé, infrastructure, entrepreneuriat, autres)
Entrepreneuriat	Activités commerciales des migrants et des migrants qui rentrent au pays en pourcentage de toutes les activités entrepreneuriales
Investissement	L'investissement en capital des migrants en tant que part de l'investissement étranger direct ; type d'investissement (capital, fonds de roulement, immobilier, marchés des capitaux, liquidités, autres)

b. Identifier les points de convergence entre les défis du développement, les causes de la migration et les besoins et les ambitions d'engagement des migrants dans les pays d'origine.

Dans un contexte plus stratégique, le discours sur le développement dans la mesure où il se rapporte à la migration est souvent discuté dans le cadre de la mise en place d'interventions de politique de développement visant à s'attaquer aux causes profondes de la migration. Comme pour le manque de clarté quant à la portée et à la profondeur de l'engagement des migrants vis-à-vis de leur pays d'origine, ces initiatives politiques interviennent souvent sans analyse de l'ensemble du contexte lié au cercle migratoire. Il serait donc important d'aligner, sur un plan empirique et technique, les défis du développement, les causes de la migration et l'engagement des migrants, afin de recenser les points de convergence. Ces aspects peuvent être liés mais ne sont pas identiques.

Lier les stratégies de migration à des secteurs spécifiques tels que le commerce, la finance, l'investissement, l'entrepreneuriat, (mais aussi l'éducation, la protection sociale, la santé) implique une coopération étroite entre plusieurs institutions et entités aux niveaux international, national et local (banques centrales, ministères du travail, du commerce, de l'agriculture, autorités locales, autres). Bien qu'il s'agisse d'une tâche difficile, les pays d'origine et d'accueil doivent adopter un programme politique plus cohérent pour mieux intégrer la migration dans toutes les stratégies de développement.¹¹

En trouvant la convergence dans l'alignement, les possibilités d'effet de levier deviennent plus évidentes et permettent d'éviter les hypothèses ad hoc. Par exemple, une hypothèse typique a consisté à promouvoir l'esprit d'entreprise des migrants ou leur investissement dans des activités entrepreneuriales de la famille des migrants. Si, dans de nombreux contextes, cela peut être considéré comme une opportunité, pour la plupart des pays où les départs de migrants sont notables, la taille de l'économie informelle pourrait être trop importante pour permettre un plus grand engagement de la part du secteur privé, à moins que des capitaux et des ressources suffisants ne soient disponibles pour pénétrer le marché en réalisant des économies d'échelle. Cependant, les ressources des migrants sont souvent trop faibles pour favoriser de grands investissements ou des économies d'échelle.¹²

¹¹ OCDE, Interactions entre politiques publiques, migrations et développement, 2017

¹² « Travailleurs migrants et envois de fonds : vers la réalisation des objectifs de développement durable, une famille à la fois, » FIDA, 2017

Dans l'ensemble, la migration est largement corrélée à l'absence de complexité économique mondiale ou à la forte dépendance à l'égard de quelques sources de revenus de l'économie nationale. Dans son étude intitulée « The Building Blocks of Economic Complexity », Hausmann souligne que, « au fur et à mesure que les personnes et les entreprises se spécialisent dans des activités différentes, l'efficacité économique augmente, ce qui donne à penser que le développement est associé à une augmentation du nombre d'activités individuelles et à la complexité qui ressort des interactions entre elles ». ¹³ En d'autres termes, bien qu'un pays en développement se développe grâce à la prospérité de son économie nationale, sa richesse et la création d'emplois dépendent de la qualité de ses interactions.

La migration est plus susceptible de se produire lorsqu'un pays manque de compétitivité économique adéquate en raison d'une faible diversification dans ses divers secteurs économiques.

Ainsi, le défi du développement auquel les pays en développement à forte émigration sont confrontés n'est pas la pauvreté en soi, mais plutôt l'accroissement de la diversité économique grâce à un investissement dans le capital humain et l'innovation, plutôt que dans les produits de base. Dans ce contexte, les politiques visant à inciter les migrants à contribuer au développement économique de leur pays d'origine devraient être conçues de manière à tirer parti de leur engagement transnational en alignant les difficultés et les possibilités d'intervention.

L'accès au financement (que ce soit pour ouvrir des comptes bancaires, exercer des activités financières multiples ou obtenir des crédits) est un défi central du développement, qui se trouve à l'intersection de l'engagement transnational des migrants. Par exemple, au cœur des envois de fonds des familles, se trouve la richesse qu'ils créent. Les envois de fonds peuvent être mis à profit en intégrant de façon formelle dans le système l'épargne résultant de l'augmentation du revenu disponible, augmentant ainsi la liquidité du système financier, et en mobilisant cette épargne pour des investissements dans des domaines qui peuvent accroître la productivité. De même, la philanthropie des migrants qui investissent dans l'éducation peut être mise à profit pour améliorer les résultats scolaires dans les zones agricoles, en augmentant le temps et les compétences scolaires afin de renforcer le capital humain des jeunes.

Il est également important de noter que les envois de fonds ont tendance à augmenter à la suite de conflits et de catastrophes naturelles, pour aider les ménages et les familles des migrants à faire face à leur situation difficile et à leurs difficultés financières. Néanmoins, les envois de fonds en période de catastrophes naturelles et de situations de conflit sont confrontés à de nombreuses difficultés. Le défi majeur à cet égard tient aux difficultés et aux coûts élevés de l'envoi d'argent aux pays se trouvant dans des situations de conflit et de catastrophe naturelle, ce qui affecte directement les ménages qui en ont grandement besoin et qui dépendent principalement de ces envois de fonds. En outre, ces envois de fonds se heurtent à d'autres difficultés liées à l'effondrement ou aux limites du système bancaire dans les pays touchés où l'envoi de fonds devient très difficile et encore plus coûteux. En conséquence, la question des envois de fonds en période de catastrophes naturelles et de situations de conflit doit faire l'objet d'une plus grande attention, là où des solutions efficaces serviraient les intérêts des ménages qui en ont grand besoin.

La situation des migrants dans le pays d'accueil influence les options, les possibilités et les ambitions en matière d'engagement dans le pays d'origine. Par exemple, les faits montrent qu'une meilleure intégration dans le pays de destination et le renforcement des réseaux au sein de la diaspora conduisent à un plus grand engagement avec le pays d'origine. Par ailleurs, pour les migrants désireux de rentrer et d'investir dans leur pays d'origine, l'un des principaux objectifs de la politique de développement est de les aider à se constituer un capital pour leur retour. De plus, cela devient aussi une occasion pour le secteur privé de répondre à leurs besoins en produits financiers. Les migrants qui sont financièrement vulnérables ont besoin de protection, notamment de conseils, d'objectifs et de stratégies pour constituer une épargne. Les travailleurs migrants stables, en revanche, ont besoin de produits qui les aident à accumuler leurs actifs dans divers types de produits d'épargne et de prêt.

¹³ La complexité est mesurée en termes de diversité des produits manufacturés et de densité de la valeur ajoutée qui accompagne la production. Hidalgo et Hausmann, *The Building Blocks of Economic Complexity* (Les composantes de la complexité économique), 2009. CID, Université de Harvard.

Parmi les personnes appartenant aux tranches de revenu supérieures, les besoins financiers sont liés à la diversification de la richesse et à l'investissement social dans leur pays d'origine.

Le tableau 3 présente une liste non exhaustive des services dont les migrants relevant de ces catégories peuvent bénéficier. La liste correspond à un profil financier type. La combinaison d'instruments donne les moyens d'aider le migrant à progresser dans le spectre ; par exemple, après avoir placé son épargne, un migrant peut utiliser cette épargne pour améliorer ses compétences, soit pour investir dans son pays d'origine, soit pour intégrer son marché du travail.¹⁴ Dans ce contexte, les politiques nationales devraient se concentrer sur les aspects liés à l'expansion des activités économiques, tout en tirant parti de la richesse créée par l'engagement économique transnational.

Tableau 3 : Types de services financiers et de produits d'investissement en fonction des profils financiers des migrants

Services financiers et produits d'investissement	Vulnérable	Stable	Revenu moyen/ élevé
Compte de dépôt libellé en devise locale et étrangère : comptes d'épargne, certificats de dépôt	X	X	X
Prêts hypothécaires : prêts locaux ou transnationaux qui permettent aux diasporas d'acheter de l'immobilier et des logements dans leur pays d'origine		X	X
Comptes de retraite		X	X
Fonds communs de placement des diasporas qui mobilisent des groupes d'investisseurs individuels pour des placements collectifs dans des titres de créances d'entreprises, des dettes souveraines et des actions.			X
Obligations des diasporas permettant aux gouvernements d'emprunter des fonds à long terme auprès des diasporas	X	X	X
Instruments de (micro)assurance inclusifs	X	X	X
Autres instruments de placement (actions)			X
Instruments d'investissement commerciaux et d'impact (tels que les plateformes de financement participatif) qui peuvent profiter aux travailleurs migrants à faible revenu grâce à de petits investissements regroupés.	X	X	X

Les produits et véhicules d'investissement de haute qualité sont également des incontournables. Amener les gens à investir est difficile. L'une des clés est de présenter, en premier lieu, des produits que les migrants peuvent comprendre : des plans épargne-retraite et des assurances, entre autres. L'investissement dans la communauté peut être acheté en ligne, et ces investissements sont un outil pour relier les gens aux communautés et aux causes qui leur tiennent à cœur. Ces types de pratiques prennent de l'ampleur parmi les diasporas qui cherchent à créer des rendements sociaux et financiers. De même, le financement participatif a démocratisé la capacité d'investir. Les fonds et les obligations

¹⁴ « Travailleurs migrants et envois de fonds : vers la réalisation des objectifs de développement durable, une famille à la fois, » FIDA, 2017

des diasporas pourraient également être utilisés comme un outil de financement du développement. Les migrants sont motivés pour investir dans leur pays d'origine pour des raisons émotionnelles ou de statut social, mais un retour sur investissement attractif est nécessaire pour mieux attirer les investissements des diasporas. L'Éthiopie, l'Inde, le Kenya, le Népal, le Nigéria et les Philippines ont déjà eu recours aux obligations des diasporas, et Trinité-et-Tobago travaille à leur émission. Ces obligations à long terme et à faible rendement sont généralement proposées aux citoyens se trouvant à l'étranger. Pour autant que les migrants fassent preuve d'un certain patriotisme et aient une certaine connaissance de l'économie de leur pays d'origine, ils pourraient être prêts à accepter un investissement inférieur à la moyenne. Des incitations fiscales et des crédits pour encourager les migrants et les diasporas à investir dans leur pays d'origine ont été utilisés, par exemple, au Bangladesh et au Brésil.

Toutes ces formes d'investissement exigent différentes approches multipartites, y compris des structures d'affaires étrangères et des agences commerciales et de placement, pour atteindre, informer et soutenir la diaspora. Les gouvernements doivent mettre en place des programmes pour soutenir les investissements des diasporas et faire revenir ces diasporas. Les associations de diasporas, les organisations d'employeurs et de travailleurs devraient également jouer un rôle dans le renforcement de ces liens. Cela contribue à protéger les droits des migrants, à améliorer leur bien-être et à faciliter leur réintégration durable. En Amérique centrale, par exemple, les banques centrales exercent une influence significative sur le marché. Elles peuvent non seulement avoir une incidence sur le marché des envois de fonds, mais peuvent aussi contribuer à créer un environnement propice aux investissements des diasporas, des investisseurs en capital-risque et des investisseurs providentiels.

Tableau 4 : Encourager les politiques nationales de soutien aux activités économiques transnationales

Activité économique	Politiques nationales de soutien
Envois de fonds	Environnement propice ; amélioration de la compétitivité et l'écosystème des paiements numériques ; amélioration des politiques d'inclusion financière (intégration formelle de l'épargne dans le système et mobilisation de l'épargne) et de l'éducation financière
Commerce nostalgique	Renforcer le spectre des biens exportés ; accroître les crédits aux producteurs et aux distributeurs ; introduire des technologies pour améliorer la production agricole ; introduire des technologies liées à la chaîne de valeur dans les activités non agricoles ; formation commerciale ; création de réseaux d'entreprises et commerciaux ; normes commerciales (par exemple pour les aliments, la santé, la sécurité etc.) ; renforcer la coopération entre pays d'origine et d'accueil notamment à travers d'accords commerciaux et de politiques ou accords de coopération
Philanthropie	Participation à des partenariats pour le développement ; investir dans le capital humain (par l'éducation, la santé et l'économie du savoir en général) ; soutenir les investissements collectifs dans les coopératives, les associations d'épargne et de crédit et la microfinance ; encourager l'identification de projets et le co-investissement dans ceux-ci, en particulier en période de crise.
Entrepreneuriat	Permettre aux migrants d'accéder aux institutions financières (par exemple, ouvrir des comptes, emprunter et co-investir) ; identifier les partenariats pour l'investissement qui peuvent générer un rendement plus élevé ; identifier des compétences et les possibilités associées
Investissement	Proposer des produits financiers abordables et accessibles aux migrants, allant de l'épargne à d'autres véhicules d'investissement comme des obligations, des actions et des fonds propres, ainsi que des produits d'assurance ou faciliter les

Principales controverses : conflits d'intérêts et de vues

La relation entre l'engagement économique transnational des migrants et les moyens d'en tirer parti met en lumière certaines questions ou opinions controversées et parfois contradictoires. Malgré le nombre croissant d'études et d'analyses récentes sur la contribution des migrants au développement, le débat visant à explorer de manière plus systématique l'ampleur de l'engagement des migrants et son impact sur les économies locales reste limité à quelques aspects, et souvent lié à des opinions plutôt qu'aux faits.

En ce qui concerne l'impact des envois de fonds sur le développement, par exemple, il existe toujours une approche « réductionniste » des coûts ou des volumes de transfert, sans analyser en détail la valeur amplificatrice de ces transferts. Le postulat était que les envois de fonds constituaient la seule unité mesurable pratique liée à la contribution des migrants au développement. Par conséquent, les données sont incomplètes et inexactes, ce qui entraîne une distorsion des orientations politiques ; et des facteurs clés tels que l'inclusion financière, le crédit aux producteurs, le soutien aux groupes de la diaspora pour la conception de projets de développement demeurent largement non couverts.

Si, à de nombreux égards, les investisseurs des diasporas ne se distinguent pas des autres investisseurs, en ce sens qu'ils recherchent également un faible risque et de bons rendements, ils bénéficient souvent moins de soutien de la part du gouvernement que les investisseurs directs étrangers, si ce n'est d'aucun soutien. Cette négligence réduit, à son tour, l'accès aux marchés et à l'information. Compte tenu de ce contexte, les gouvernements devraient travailler à offrir aux investisseurs des diasporas les mêmes possibilités qu'aux autres investisseurs. Ils devraient donc accorder la priorité à la mise en place de conditions qui reconnaissent et encouragent les investisseurs de la diaspora, et faire participer ces derniers à un large éventail d'opportunités d'investissement ouvertes à tous types d'investisseurs. En outre, les gouvernements devraient profiter de la position transnationale des investisseurs des diasporas entre leurs communautés d'origine et leur pays d'accueil. Dans ce contexte, les politiques des pays d'accueil qui s'adressent exclusivement aux communautés de la diaspora doivent être bien évaluées afin d'éviter des frictions avec les communautés non migrantes.

Enfin et surtout, la confiance joue un rôle clé dans toutes les activités économiques transnationales des migrants. Investir dans leur pays d'origine intéresse les migrants, mais ils sont souvent méfiants à l'égard des institutions officielles et des cadres réglementaires. De même, il y a souvent un manque de filières d'investissement qui soient sûres et qui aient fait leur preuve. Pour atteindre directement les investisseurs, il faut donc de la transparence et de la confiance, étant donné que les organisations de la diaspora sont très sensibles à la corruption et à la mauvaise utilisation des fonds. Lorsqu'ils planifient leurs investissements dans leur pays d'origine, les migrants doivent faire confiance à la fois aux institutions et aux organisations avec lesquelles elles travaillent. L'instauration de la confiance avec les migrants et les communautés de migrants est un processus long et complexe, et particulièrement difficile dans les États fragiles ou les pays où la corruption est présente dans les banques et les institutions gouvernementales.

Idées d'action

Une approche centrée sur les migrants et axée sur le développement pour tirer parti de l'impact sur le développement et promouvoir l'engagement transnational de la diaspora et des migrants devrait avant tout passer par des politiques et programmes conçus pour : i) acquérir une meilleure connaissance de l'ampleur et de la forme de l'engagement ; et ii) favoriser un environnement propice et renforcer les actifs par le biais d'investissements en capital humain et financier, notamment la promotion de partenariats plus larges entre les gouvernements, les autorités locales, les migrants et les communautés de la diaspora et le secteur privé.

Les migrants possèdent déjà des atouts importants, non seulement en termes financiers, mais aussi en termes de connaissances, de compétences et de réseaux et ont une forte affinité avec leur communauté d'origine. Dans le même temps, les investisseurs de la diaspora partagent de nombreuses difficultés en matière d'investissement, mais diffèrent en termes de besoins, de capacité d'épargne et de préférences d'investissement. Afin de permettre aux investisseurs migrants d'investir, il faut mettre en place des connaissances financières de base, des compétences commerciales et des instruments d'investissement proposant des produits attrayants en termes de rendement financier et/ou d'impact.

Des programmes d'éducation financière demeurent cependant fondamentaux pour permettre aux émetteurs d'envois de fonds et aux investisseurs de tirer le meilleur parti de fonds durement gagnés. Les migrants et leurs familles sont désireux d'épargner et d'investir leurs ressources, mais manquent souvent de connaissances quant aux options à leur disposition.

L'annexe 1 donne plusieurs exemples d'initiatives gouvernementales soutenant les envois de fonds et des programmes d'inclusion financière tant pour leurs citoyens à l'étranger que pour leurs familles au pays.

Parallèlement, il existe plusieurs typologies différentes de mécanismes d'investissement qui sont en cours de mise en place dans différents pays et qui donnent des résultats positifs. Celles-ci vont des plateformes de financement participatif, aux fonds d'investissement d'égalisation de capital d'amorçage, en passant par des mécanismes mixtes et des obligations des diasporas. En Somalie, par exemple, le Fonds SomaliAgriFood¹⁵ a ciblé la diaspora somalienne des États-Unis, du Canada, du nord de l'Union européenne et de l'Australie, en répondant à leur intérêt pour l'investissement dans de petites et moyennes entreprises dans le secteur agroalimentaire en Somalie dans les domaines de la pêche, l'agriculture, la transformation alimentaire, le conditionnement et les installations de stockage frigorifique, le bétail. Au Mali, la plateforme de financement participatif Babyloan¹⁶ recense les bons projets commerciaux pour le développement de micro-entreprises et les met en relation avec les membres de la diaspora et les organisations en France désireuses d'investir dans leur pays d'origine par l'intermédiaire des institutions de microfinance maliennes. Les plateformes d'investissement privées interactives en ligne¹⁷ permettent aux investisseurs individuels d'orienter leurs ressources vers des fonds institutionnels de capital-investissement, des projets, des partenariats publics-privés et des programmes de dette souveraine (par exemple, des obligations des diasporas) qui n'étaient pas accessibles aux investisseurs individuels¹⁸.

Il peut être difficile d'atteindre la communauté de la diaspora et de la convaincre d'investir. L'une des options consiste à leur tendre la main avant que ces membres ne partent à l'étranger. Des séminaires préalables au départ, comprenant une éducation financière de base et des informations sur les services financiers potentiels sur la base des profils des migrants, peuvent être efficaces. Une fois que les migrants sont partis à l'étranger, il existe trois approches de base pour les atteindre : i) la communication par l'intermédiaire de leur famille dans leur lieu d'origine ; ii) le développement de la confiance au sein du ménage transnational ; et iii) la participation par l'intermédiaire des communautés et organisations de la diaspora. La diaspora est un vaste marché qui jouit d'un grand potentiel en tant qu'investisseurs. Mais les institutions doivent se montrer dignes de confiance ; elles doivent éduquer les migrants à la valeur de l'investissement et développer des produits adaptés au cycle de vie des migrants. Certains pays, comme les Philippines, ont également créé une banque spécialisée pour les migrants. Ces banques fournissent aux migrants des services financiers, des services d'investissement et des services de conseil financier.

¹⁵ www.somaliagrifood.org

¹⁶ www.babyloan.org/en

¹⁷ Homestrings en est un exemple (www.homestrings.com) : ce modèle a fait ses preuves dans 13 pays africains, dans une multitude de secteurs productifs, tels que les infrastructures, l'agro-industrie, l'immobilier commercial, les services financiers, les télécommunications et les petites et moyennes entreprises clés. Depuis son lancement en juillet 2011, il a recueilli plus de USD 25 millions pour des projets, grâce à une plateforme d'investissement interactive sur le web qui regroupe la demande des investisseurs individuels et des expéditeurs de fonds.

¹⁸ "The Quest to Lower High Remittance Costs to Africa: A Brief Review of the Use of Mobile Banking and Bitcoins", (Quête pour réduire les coûts élevés des envois de fonds en Afrique: bref aperçu de l'utilisation des services bancaires mobiles et des bitcoins) de Maloumby-Baka, Ralph C. et Christian Kingombe, 2016.

Une liste non exhaustive des programmes gouvernementaux visant à promouvoir et à faciliter les investissements effectués dans le pays d'origine par leurs citoyens à l'étranger se trouve également en *annexe 1*.

En outre, en ciblant des communautés particulières, les partenariats entre entrepreneurs et investisseurs migrants peuvent déboucher sur une amélioration de la production alimentaire et de l'emploi rural, favorisant ainsi l'économie rurale.

La collaboration avec le secteur privé pour promouvoir la durabilité est un autre facteur clé. Les intermédiaires financiers servent de lien entre les investisseurs de la diaspora et les bénéficiaires des investissements en fournissant une diligence raisonnable et une assistance technique sur place. En outre, les intermédiaires financiers ont une mission sociale forte, en plus d'être financièrement stables. Le secteur financier doit mieux comprendre les besoins des investisseurs de la diaspora et reconnaître leurs difficultés uniques. Le fait d'éduquer le secteur bancaire sur les niveaux de risque entourant les investissements de la diaspora, les encourage à travailler avec les migrants et favorise ainsi des partenariats et des investissements financièrement durables.

Questions directrices pour le débat de la Table ronde

1. Comment les gouvernements et la diaspora peuvent-ils collaborer pour évaluer et améliorer la connaissance de toutes les dimensions de l'engagement transnational des migrants ?
2. Quelles conditions-cadres sont nécessaires pour que l'engagement transnational des migrants connaisse davantage de succès et qui peut faciliter la création de ces conditions ? (telles que des voies de migration légales, un environnement propice à l'investissement, des services financiers adéquats, des options appropriées pour la circulation des biens et des idées, etc.)
3. Comment l'engagement non financier (c'est-à-dire d'autres formes d'engagement civique) des migrants peut-il être quantifié et mesuré de manière utile ?
4. Comment les gouvernements et la diaspora peuvent-ils collaborer pour promouvoir et renforcer le transfert de connaissances, y compris les migrants qui sont encore dans le pays de destination, ainsi que ceux qui sont déjà rentrés dans leur pays d'origine ?
5. Comment les gouvernements peuvent-ils parvenir à une coopération bilatérale, régionale et internationale pour améliorer tous les aspects de l'engagement transnational des migrants ?

ANNEX 1: National good practices facilitating remittance transfers and diaspora' investment

Country	Good practices ¹⁹	Addressed GCM actions under objectives 19 and 20 ²⁰
<u>Argentina</u>	<p>The Central Bank of Argentina started a process in 2015 to ease foreign exchange (FX) market regulations, thereby exerting a direct and far-reaching effect on the operation of international transfers and leading to a more flexible and competitive context to send and receive remittances to and from abroad. The new regulation allows Money Transfer Operators (MTOs) access to the FX market for transfers abroad without limits on the amount transferred.</p> <p>The Central Bank of Argentina's regulation on the protection of users of financial services provides that customers must be made aware of all related conditions and costs prior to the completion of any operation or acquisition of product or service. Banks are also required to publish current prices of all the services they provide.</p>	<p>20.d</p> <p>20.f</p>
<u>Australia</u>	<p>Australia's National Remittance Plan (NRP) aims to enable women and men to send money in a safe and cost effective way from Australia to, and within, key countries in the Indo-Pacific region.</p> <p>A review of Australia's AML/CTF regime was finalised in 2016, containing 84 recommendations to streamline, simplify and strengthen the regime, including recommendations that will impact the remittance sector. The Australian Government will consult with industry on the proposals to ensure the regime provides clarity and certainty for reporting entities.</p> <p>The Australian Government, through the Department of Foreign Affairs and Trade (DFAT), supports approaches that increase the transparency of remittance costs, including the Send Money Pacific remittance comparison website, which has contributed to reducing the costs of remittance transfers from Australia to the Pacific.</p>	<p>20.a 20.c 20.d 20.e 20.f 20.g 20.h 20.i</p> <p>20.f</p>
<u>Belgium</u>	<p>Since 2018, the Belgian government is working with a network of stakeholders (migrants and diaspora groups, civil society, the National Bank) to build a better knowledge and receive some transparency on remittances sent from Belgium to the countries of origin in order to take appropriate measures to reduce the costs of remittances.</p> <p>The Belgian government also supports a mobile application developed by IOM (called "MigApp") which aims at</p>	<p>20.a 20.c 20.d</p> <p>20.f</p>

¹⁹ Many good practices on remittances from G20 Member States come from the G20 2017 National Remittances Plans Overview, GPMI 2017

²⁰ Global Compact for Safe, Orderly and Regular Migration, Objective 19 and 20. Final draft (13 July 2018): <https://bit.ly/2LP0ycl>

	<p>providing reliable information to migrants. One of its component is the “Money Transfer” feature. The remittance comparison feature allows the user to find the cheapest and fastest way to send money home using the available money transfer operators.</p>	
<u>Brazil</u>	<p>The Banco Central do Brasil (BCB) constantly monitors the foreign exchange market and undertaking studies with the objective of fine-tuning regulation to simplify FX procedures, increase competitiveness and lower costs. BCB is also working on the development of a section on its website aiming to offer customers specific information about regulation, costs and guidelines for remittances operations, and intends to improve its remittance price comparison website launched in 2016, the Total Effective Value (VET) Ranking for remittances. Furthermore BCB will seek to improve the dissemination of statistics related to remittances and its costs over the context of financial inclusion indicators.</p>	20.c 20.d 20.f
<u>Canada</u>	<p>In its 2015-2017 National Remittance Plan, the Government of Canada focused on increasing transparency and consumer protection for Canadian remitters; to this end, Canada has undertaken a national survey to better understand remittances providers’ needs and has been discussing with financial institutions how to improve remittance market competitiveness.</p> <p>The national survey on remittances will enable Canadian policy-makers to know the size of the Canadian remittance market (including the size of the informal market) and to understand remittance consumer behaviour. The survey results are expected to help inform evidence-based policy and programming that would facilitate safer, more reliable, and lower-cost remittances from Canada leading to better outcomes in developing countries.</p>	20.a 20.f
<u>El Salvador</u>	<p>The government of El Salvador, through the experience of linking migration with development seeks a productive, economic, social and cultural integration of migrants and their families; as well as the guarantee of their economic, social and cultural rights.</p> <p>Salvadorans living outside national borders are strategic development agents, transcending their view of mere remittance providers. They are now part of social, cultural, political and economic processes of the El Salvador, seeking to ensure their permanent participation in these issues through the generation of territorial processes that considers them, when building their development schemes.</p> <p>The interest and demands from Salvadorans abroad lead to the creation of an interinstitutional investment team, in order to seek the expansion and strengthening of economic relations that may accelerate national development. This platform lead to identify diaspora investment and nostalgic</p>	19.a 19.b 19.c 19.e

	<p>trade as the raison d'être.</p> <p>More recently, the government of El Salvador is seeking to expand the investment funds portfolio to Salvadorans living outside our borders –particularly within the United States of America– as an alternative to savings and remittances within the deadline given by the Temporal Protection Status (TPS).</p>	19.e 19.i
<u>Ethiopia</u>	<p>The government of Ethiopia has recently launched the Ethiopian Diaspora Trust Fund (EDTF). www.ethiopiustrustfund.org</p> <p>The primary objective of the EDTF is to finance people-focused social and economic development projects. The Fund aims to finance projects that meet critical needs selected based on their potential to make the highest positive impact on groups and communities in Ethiopia in such areas as health, education, water and sanitation facilities, habilitation and rehabilitation of persons with disability, agricultural development, technology, small scale entrepreneurship and other income and employment generating projects. The EDTF will give priority attention to projects focusing on youth, women, small holder farmers, small enterprises and entrepreneurs, who can be agents of inclusive social and economic development.</p>	19.a 19.b 19.d 19.e 19.f 19.h
<u>France</u>	<p>Since the G20 Summit of 2015, France has adopted a National Plan on Remittances which seeks to: (i) facilitate remittances by reducing their costs; (ii) maximizing the value of remittances by orientating them towards sustainable and growth-generating projects; (iii) improve its knowledge of remittances fluxes to develop a better understanding of migrants' needs. The improvement of migrants' access to financial products and services was already one of the axes of a law adopted in 2014. This law allowed the commercialization, in France, of financial products and services by banks located in partner countries.</p> <p>France launched a new version of the French price comparison website 'envoirdargent.fr' including a mobile version, in 2016. This platform, aimed at migrants, compares the prices and services offered by banks and MTOs. An evaluation study conducted in 2017 led to a series of recommendations to improve the collective strategy and governance of the website.</p> <p>In order to promote the use of remittances towards growth-inducing activities by migrants, France is supporting the MEETAfrica project, which aims to support African entrepreneurs, researchers or professionals who graduated from French or German universities in the creation of a business in their country of origin.</p> <p>France has also made a 7M€ contribution to the multi-donor 'Migrations and Development' fund of the African Development Bank. The objective of this fund is to foster innovation to facilitate remittances transfers, and to support</p>	20.c 20.g 20.h 20.i 20.d 19.e 19.i 19.j 19.a 19.c 19.e 19.j

	<p>development projects led by Diasporas.</p> <p>In terms of development initiatives driven by diaspora organization, France also funds, since 2003, the PRA/OSIM program: this initiative of the FORIM, a national platform that brings together networks, federations and groups of Diaspora-led International Solidarity Organizations (OSIMs), intends to support local development projects. It awards 50 projects led by diaspora associations yearly with on average €15.000 grants.</p> <p>Finally, in February 2018, France, through its Inter-ministerial Committee on International Cooperation and Development, has adopted the “International Migrations and Development” Action Plan, which reaffirms the importance to facilitate remittances transfers and diaspora’ investments. The 2018-2022 strategy includes the objectives of reducing the costs and maximizing the value of remittances, notably through the improvement of digital tools.</p>	<p>19.b 19.d 19.f 19.j</p> <p>20.a 20.d 20.e 20.i</p>
<u>Germany</u>	<p>The German price comparison portal ‘www.GeldtransFAIR.de’, which obtained World Bank certification in 2014, is currently being redesigned to make it more user-friendly. The new website (including a mobile version) is to be launched in 2018.</p> <p>The German Development Cooperation is working with the Central Bank of Jordan (CBJ) to implement a project on Improving Access to Remittances and other Financial Services through Digital Solutions to increase access to and usage of needs-based digital remittances services for refugees and Jordanians in hosting communities. As part of the project, Germany will conduct a study on current developments in the digital remittances market and new business models of RSPs (i.e. mobile network operators, FinTechs) and a study on remittances practices of Syrians in Germany.</p> <p>The GIZ Programme “Migration for Development” supports migrant organization in their development projects, business activities (training for entrepreneurship when returning in countries of origin).</p>	<p>20.d</p> <p>20.d 20.e</p> <p>19.d 19.e</p>
<u>Guatemala</u>	<p>The Guatemalan Ministry of Economy’s installed regional support centres for SMEs and Entrepreneurship Schools, Entrepreneurship, Innovation through the Incubators Program, “Weaving Food” (Tejiendo Alimentos) Program and the “Encounter the Migrant” annual meetings.</p>	<p>19.b 19.c 19.j</p>
<u>Honduras</u>	<p>The Government of Honduras has created the programme Honduras 2020 Scholarship Programme linking young temporary migrants to the country's growth in order to promote temporary migration as a contribution to the sustainable development,</p> <p>Consular representations of Honduras carry out various outreach activities with migrants and diaspora communities</p>	<p>19.c 19.h 19.j</p>

	to promote Honduras' cultural tradition abroad.	19.d
<u>India</u>	<p>Under the National Financial Inclusion Strategy, many public-sector banks offer accounts that charge no fees for remittances.</p> <p>To streamline the remittance arrangement under the Speed Remittance Procedure and make remittances more cost-effective, the Government of India has removed the mandated requirement of maintenance of collateral or cash deposits by the Exchange Houses with whom the banks have entered into the Rupee Drawing Arrangement.</p> <p>Authorized Dealer (AD) banks are free to determine the collateral requirement, if any, based on factors, such as, whether the remittances are pre-funded, the track record of the Exchange House, whether the remittances are effected on gross (real-time) or net (file transfer) basis, etc., and the ADs may frame their own policy accordingly in this regard.</p> <p>India's authorities have permitted AD Category I Banks to partner and leverage on the systems and services of non-bank entities to effect small value outward remittances.</p>	<p>20.a 20.d</p> <p>20.c 20.d</p> <p>20.c 20.d</p> <p>20.c 20.d</p>
<u>Indonesia</u>	<p>Indonesia is working on a new business model for remittance transfers that will focus on cash to account or account to account approaches. This will seek to boost financial services access for women and vulnerable persons.</p> <p>A pilot on remittances based on non-cash platforms is expected to be followed by banks, telecommunication companies and post offices. This pilot will aim to harmonize relevant regulations with AML/CFT standards.</p> <p>Indonesia is working to encourage migrant works to use non-cash transfers through its financial education curriculum delivered through the Migrant Worker Training Center.</p>	<p>20.d 20.h 20.i</p> <p>20.c</p> <p>20.e 20.g 20.h 20.i</p>
<u>Italy</u>	<p>Italian authorities have been working on further enhancing the supply of basic banking products for migrants. Since 2011, the National Observatory for the Financial Inclusion of Migrants provides ongoing structured analyses and monitors migrants' financial inclusion.</p> <p>The recently established National Committee for planning and coordination of financial education activities, will contribute to the design and promotion of initiatives aiming to enhance financial literacy competencies for vulnerable target groups, including migrants, according to international best practices</p> <p>In March 2017, Italy implemented the European Union Directive 2014/92/EU on the comparability of fees related to payment accounts, payment account switching and access to basic payment accounts.</p>	<p>20.f 20.g 20.h 20.i</p> <p>20.g 20.h 20.i</p> <p>20.c 20.d</p>

<u>Japan</u>	The Government of Japan has put in place the Payment Services Act to encourage customers to use new service providers with low commission fees. The Act allowed the non-banking fund transfer business providers to handle currency transactions given IT development and diversified needs of the users. Under the Payment Services Act, RSPs are required to provide customers with information such as processing fees, exchange rates, and clear complaints processes; and allows customers to access “Alternative Dispute Resolution” which provides a non-judicial resolution mechanism	20.c 20.d 20.f
<u>Kenya</u>	<p>The Government of Kenya and IOM released in 2017 a guide for diaspora remittances and investments in the country.</p> <p>Among other things, the guidelines provide a background on the size, diversity and location of the Kenyan diaspora. They touch on the important role the diaspora plays in Kenya’s national development and the Government’s policy towards harnessing their developmental potential. The document provides pointers on what to think about when choosing/using a remittance service provider (RSP), identifies a broad cross section of RSPs serving the Kenyan market, and it outlines tools migrants can use to compare RSPs so migrants can make cost effective decisions when sending money home, providing tips on how to open a bank account in Kenya while abroad and make payments (e.g. pay utility bills). It also outlines a cross section of commercial banks in Kenya that provide services to the diaspora and focuses on diaspora investment which is broadly defined to include commercial investment (where a profit is expected) and diaspora philanthropy.</p>	19.b 19.d 19.e 19.f 20.f 20.g 20.h
<u>Lebanon</u>	<p>The Government of Lebanon holds annual conferences for diaspora focused on investment opportunities and incentives in the country.</p> <p>At the same time, the government of Lebanon holds conferences abroad targeting the Lebanese diaspora on various topics, to provide and talk about investment opportunities in Lebanon. The most recent one was held in France and focused on Energy.</p>	19.d 19.e 19.b 19.c
<u>Mali</u>	<p>Collaboration with IOM to assess and review all mechanisms implemented by the Malian government on remittances and migration.</p> <p>In 2012 Mali eliminated the exclusivity clause from all contracts signed with MTOs</p> <p>In 2014 Mali adopted a National Policy on migration, established a framework for national consultation on migration governance and elaborated guidelines for the use of migration data</p> <p>Malian government is currently working on guidelines for</p>	19.b 20.c 20.d 20.c 20.d 19.b 20.a 20.c 20.d

	Maliens abroad	19.d 19.j 20.f
<u>Mexico</u>	<p>In its national development plan 2013-2018 the Mexican government established as the fifth national goal (Mexico with Global Responsibility) to implement strategies and actions for social integration and financial education for Mexican nationals living abroad. This is the mandate of the Institute for Mexicans Abroad (IME).</p> <p>The 3x1 is an innovative programme that helps migrant communities to align and influence local development policies back home. For every “peso” a collective group of migrants invest, the local, state and central government each match that “peso”. The initiative came about because Mexican diasporas were telling Mexican government that they were sending money home but the conditions of their families and communities were not improving.</p> <p>Through the continuous promotion and use of the “Directo a México” program from the Central Bank, the Mexican population in the US has a safe and low-cost alternative to send their money home. The major benefit of using this channel is that the commission charged is very low (0.21%).</p> <p>One of the latest efforts of the Mexican Government towards expanding the usage of the payment system network is the electronic distribution of all the stipends from Mexico’s largest social welfare program (PROSPERA). As many PROSPERA beneficiaries also receive remittances, it is expected that this will have flow-on effects to improve how PROSPERA recipients manage and use remittances.</p> <p>The Mexican Government has passed a FinTech Law in March 2018, which aim at protecting customers, giving platforms legal and fiscal certainty and ensuring compliance with AML/CTF standards.</p>	<p>19.b 19.d 20.g</p> <p>19.b 19.e 19.i 19.j 20.g</p> <p>20.a 20.c 20.d</p> <p>20.e 20.g 20.h</p> <p>20.c</p>
<u>Moldova</u>	The PARE 1+1 programme and its Migrant Savings and Investment Trust (MSIT) is a government initiative aimed at maximize the development impact of migrants’ contributions by directing them towards productive investments in both public and private spheres.	19.d 19.e
<u>Morocco</u>	<p>Ministry in charge of Moroccans living abroad created during the 90ies. Gradually, its policy changed from making that distinction between different types of migrants: the first and second generation.</p> <p>Summer University engaging second, third generation migrants for knowledge transfer.</p>	<p>19.d 19.e 19.j</p> <p>19.c</p>
<u>Nigeria</u>	<p>The Federal Republic of Nigeria has issued a US\$300 million Diaspora Bond in 2017, which was oversubscribed by 130 per cent.</p> <p>The Government of Nigeria is currently focusing on how it</p>	<p>19.e</p> <p>19.a 19.b</p>

	<p>can create an enabling environment for the Nigerian diaspora to contribute to national development on the understanding that the diaspora can only make meaningful contributions to national development when the favorable conditions are put in place.</p> <p>On June 30th, 2017, Nigerian Government signed the Nigerians in Diaspora Commission Establishment Bill 2017. The Commission has the responsibility to coordinate and organize Nigerians in and from the diaspora to contribute human capital and material resources, including their expertise, for the development of Nigeria and its constituent states while working closely with all the organs of government in Nigeria. This is part of Nigeria’s commitment to efficiently engage the diaspora and migrants for national growth and sustainable development toward achieving the 2030 Agenda on Sustainable Development and the African Union 2063 development Agenda.</p> <p>It is also pertinent to mention that the Nigerian Diaspora Organisation (NIDO), a true Pan-Nigeria Diaspora Organisation, non-governmental and non-political formed in 2000-2001 has continued to harness the tremendous skills, expertise, and knowledgebase of Nigerians residing outside Nigeria to promote Socio-economic and infrastructural development in Nigeria.</p>	<p>19.a 19.b 19.d 19.e</p> <p>19.g</p>
<u>Pakistan</u>	<p>The Pakistan Remittance Initiative (PRI), jointly launched by the State Bank of Pakistan and the Ministry of Overseas Pakistanis and Ministry of Finance. PRI has formulated a comprehensive strategy aimed at greater commitment of financial sector towards remittance services and resultant inculcation of remittance culture, transparency of remittance market with adequate consumer protection, efficiency of payment system infrastructure, and incentives for the remitters, beneficiaries and overseas entities.</p>	<p>20.a 20.c 20.d 20.e 20.f</p>
<u>Philippines</u>	<p>The Philippine Development Plan (2011–2016) explicitly noted the need to promote financial inclusion and facilitate remittances domestically and from abroad.</p> <p>In order to assist overseas Filipinos on their remittance and investment concerns, The national Central Bank (BSP) has created an interactive portal that will link users to information on the different banks and non-bank remittance companies in the Philippines, including locations of their branches abroad, remittance center, foreign bank/correspondents, products and services, and charges/fees for remittance services to any part of the Philippines.</p> <p>In 2017, the Department of Finance (DOF) and the Land Bank of the Philippines have created a new Overseas Filipino Bank (OFB) to offer expat workers investments, and provide financial advisory services.</p> <p>The Government of Philippines is also very active with its</p>	<p>20.a</p> <p>20.f</p> <p>19.d 19.e</p> <p>20.g</p> <p>19.d 19.e</p>

	Diaspora to Development Initiative (D2D), LINKAPIL, the Overseas Filipinos Remittances for Development Project and the Remittance for Development Council.	20.g
<u>Republic of Korea</u>	<p>The Republic of Korea has built infrastructure that directly links national remittance service providers with those in receiving countries to provide real-time remittance services at affordable costs, through the removal of intermediary services such as SWIFT and the establishment of bilateral partnerships between clearing and settlement institutions (e.g. the Korea Financial Telecommunications and clearing institutions).</p> <p>The Foreign Exchange Transactions Act was recently revised to permit the operation of Money Transfer Operators (MTOs) with certain requirements in order to increase remittance market competitiveness with lower costs.</p> <p>To enable more MTOs to enter the remittance market, the Korean Government will explain registration requirements, processes and operating systems to MTOs. This will allow MTOs to better understand the reviews law and enter the remittance market.</p> <p>The Korean Government will establish a joint platform for the banking sector to support the sharing of information on remitters. 15 commercial banks have committed to participate in building the information sharing platform, which is expected to simplify identification processes and make it easier for MTOs to comply with identification requirements.</p> <p>The Cross Border Fund Transfer (CBFT) Service launched between Korea and Vietnam will be expanded to cover overall member countries of Asia Payment Network (APN), a regional cooperative network for payment clearing institutions in Asia (the project will be completed by end 2018). This service is expected to cut remittance fees and improve the speed of transfer and transparency</p>	<p>20.c 20.d</p> <p>20.a 20.c 20.d</p> <p>20.c 20.d</p> <p>20.d</p> <p>20.d</p>
<u>Russia</u>	<p>The National Financial Literacy Strategy initiated by the Ministry of Finance of the Russian Federation was approved by the Russian Government in September, 2017. This Strategy includes special financial consumer protection measures and financial education activities for migrants and their families. The implementation will start in 2018.</p> <p>The joint project of the Ministry of Finance and the OECD aimed at the financial literacy of migrants from six Commonwealth of Independent States (CIS) countries and their families has been launched. The technical assistance delivered in developing information materials and pilot projects focused on migrant families will help them to make more informed and effective decisions on remittance costs, channels, and improved financial inclusion and</p>	<p>20.a 20.f 20.i</p> <p>20.h 20.j</p>

	<p>personal finance.</p> <p>Work on the Bank of Russia Financial Inclusion Strategy as well as Action plan is in progress. It contains special measures on supporting the development and scaling of low-cost, low-value products, as well as expediency to expand the functionality of banking payment agents and other financial intermediaries.</p> <p>The new consumer protection standards are being developed taking into account the financial institution type. Channeling remittances into accounts will be leveraged as a first step in financial inclusion efforts, while also aiding in the promotion of cashless payments.</p>	20.d 20.e 20.c
<u>Saudi Arabia</u>	<p>The Saudi Arabian Monetary Authority (“SAMA”) initiated the “Remittance Centers Project” at the end of 2016. The Project’s objective is to review the remittances environment and identify areas of improvement, with a particular focus on the centers’ working hours, pricing and service quality, as well as the technology utilization and electronic channels. The project will be completed by the end of 2017.</p> <p>Following the successful experience of using the Saudi Post offices as a network for offering remittance services, SAMA is currently looking to promote similar experience through the deployment of Agent Banking. The Agent Banking proposition will seek to address both the competitiveness and the accessibility of remittance transfers to all relevant geographical areas.</p> <p>The AML/CFT guidelines will be updated according to legislation to provide better clarity to remittance service providers with regard to their regulatory compliance commitment (e.g. account opening requirements).</p> <p>The outcome of financial surveys undertaken by the Kingdom of Saudi Arabia (KSA) will be used to continue the enhancement of financial literacy through targeted initiatives.</p> <p>KSA is also considering the establishment of a remittance price database. Different measures to increase cost transparency will be studied, including the consideration for the establishment of a remittance price database.</p>	20.d 20.e 20.e 20.h 20.j 20.c 20.h 20.f
<u>Senegal</u>	<p>The Support Fund for Investments of Senegalese Abroad (Fonds d’appui à l’investissement des Sénégalais de l’extérieur – FAISE) aims to promote productive investments in Senegal by citizens living overseas with the long-term objective of encouraging their voluntary return to the country.</p> <p>The Plateforme d’Appui au Secteur Privé et à la Valorisation de la Diaspora Sénégalaise en Italie (PLASEPRI), a bilateral cooperation initiative set up between the Government of Senegal and the Italian Ministry of Foreign Affairs and International Cooperation</p>	19.d 19.e 19.d 19.e

	aims at providing financial and technical support to enhance the economic potential of the Senegalese community in Italy.	
<u>Turkey</u>	<p>The government of Turkey is working to improve the platform that is set on the Banking Regulation and Supervision Agency's (BRSA) web site and that discloses all fees charged by banks for the services they provide.</p> <p>The BRSA started to license payment institutions in July 2015 and will continue to progress this work.</p> <p>To improve sector competition, the Law allows payment institutions and electronic money institutions to conduct money remittance services through a more extensive service or agent network compared to banks.</p> <p>All fees that are charged by each bank for the services they provide are listed on a platform set in the BRSA's web site. This work is expected to increase transparency and competition in the remittance market, helping consumers make fully informed choices among alternatives.</p>	<p>20.c 20.f</p> <p>20.c 20.d</p> <p>20.d 20.e</p> <p>20.d 20.f</p>
<u>United Kingdom</u>	<p>The UK Government introduced Payment services legislation in 2017 to implement the second European Payment Services Directive (PSD2). The Legislation will come into force in the UK in January 2018. Under this legislation credit institutions will be required to provide payment service providers (PSPs) with access to payment accounts on a proportionate, objective and non-discriminatory basis, and report instances where access has been denied to the UK Financial Conduct Authority (FCA).</p> <p>In 2017 the UK Government introduced new Money Laundering Regulations; issued guidance on money service business (MSB) and Banking supervision; embarked on greater MSB supervision; conducted research; and, provided Technical assistance.</p> <p>The Government is working with regulators, including the FCA, Payment Systems Regulator (PSR) and Bank of England to create a more competitive financial services system. This includes: PSR's work on broadening indirect access to payment systems; legislation to allow direct access to payment systems for non-bank payment service providers (PSPs); and FCA sandbox and Project Innovate initiatives to encourage innovative new firms (e.g. digital) to enter the market.</p>	<p>20.c</p> <p>20.c 20.d</p> <p>20.c 20.d</p>
<u>United States of America</u>	The Money Remittances Improvement Act of 2014 allows the Financial Crimes Enforcement Network (FinCEN) to rely on state examinations of MTOs, reducing duplicative oversight and increasing the effectiveness of overall supervision. In March 2016, FinCEN released guidance to make regulatory expectations related to MTO principal supervision of agents clearer and to eliminate misunderstandings about what is expected from principals.	20.c 20.d

	<p>The Consumer Financial Protection Bureau's (CFPB) remittance rule requires covered entities to provide consumers who send remittance transfers with information on the exchange rate utilized as well as on certain fees and U.S. taxes. Federal banking authorities continue to work with financial institutions under their respective jurisdictions on ways to offer low-cost remittance transfers and no-cost or low-cost basic consumer accounts.</p> <p>The CFPB examines large banks and non-bank participants of the international money transfer market for compliance with the Remittance Rule, which includes disclosure requirements, error resolution, and cancellation rights for consumers who send remittances. Overall, remittance transfer providers have implemented changes to address compliance with that rule.</p> <p>The Federal Reserve's Faster Payments Task Force issued a report in 2017 identifying effective approaches for implementing a safe, ubiquitous, and faster payments capability in the United States by 2020. The report encourages collaboration among all stakeholders, including competing faster payments solution operators, payment service providers, and end users.</p>	<p>20.c 20.f</p> <p>20.d</p>
--	---	------------------------------